

LES CAHIERS DE L' **O**BSERVATOIRE

Numéro 14
Juin 2018



ÉTAT DES LIEUX de l'économie sociale en 2016

L'objectif de ce cahier de l'Observatoire est de **DONNER UN APERÇU DE LA SITUATION DES ENTREPRISES ET DES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE** pour l'année 2016. Les chiffres présentés concernent la Wallonie et la Région de Bruxelles-Capitale. 2016 fût une année bénéfique pour l'économie sociale qui a enregistré une croissance tant du nombre de ses entreprises que de ses emplois, en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale.

Retrouvez dès à présent votre état des lieux 'sur mesure'
sur <http://statistiques.observatoire-es.be>.

SOMMAIRE

Introduction	3
Méthodologie	4
Les Entreprises d'économie sociale	5
Les Emplois dans les entreprises d'économie sociale	10
Focus	17
Conclusion	20

QUELQUES CHIFFRES

L'économie sociale compte, en 2016

11.223 entreprises employeuses qui fournissent
252.588 emplois, soit
12% de l'emploi total en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale.



OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE

CONCERTES



Wallonie

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, UNE INITIATIVE DE ConcertES ET DE SES MEMBRES.

ACFI - www.acfi.be

AID - www.aid-com.be

ALEAP - www.aleap.be

ATOUT EI - www.atoutei.be

CAIPS - www.caips.be

COOPAC.BE - www.coopac.be

CRÉDAL - www.credal.be

EQUILIBRE

EWETA - www.eweta.be

FEBECOOP - www.febecoop.be

FEBISP - www.febisp.be

RES - www.resasbl.be

RESSOURCES - www.res-sources.be

RÉSEAU FINANCITÉ - www.financite.be

SAW-B - www.saw-b.be

SYNECO - www.syneco.be

UNION DES SCOP WALLONIE-BRUXELLES - www.les-scop.be

L'Observatoire de l'Economie Sociale a été développé dans le cadre du projet D.E.S.I.R. (Développement de l'Economie Sociale Inter-Régional), mené avec la CRESS Hauts-de-France (anciennement Nord-Pas de Calais) dans le cadre du programme Interreg IV du Fonds européen de Développement Régional. Ce projet s'est déroulé de juin 2008 à décembre 2012.

L'Observatoire de l'Economie sociale bénéficie du soutien de la Wallonie depuis 2014.



**OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE**



Wallonie

CONCERTES

Concertation des organisations représentatives de l'économie sociale

Rue du Bosquet 15A à 1435 Mont-Saint-Guibert

Tél. : 010/457.450 - 010/456.450

www.concertes.be

www.observatoire-es.be

contact@observatoire-es.be

Éditeur responsable : Sébastien PEREAU

Coordination et rédaction : ConcertES

Mise en page : SAW-B com

Crédit photo : 123rf.com/Kaspars Grinvalds

Jun 2018



INTRODUCTION

Voici la **SEPTIÈME ÉDITION** de l'état des lieux de l'économie sociale dressé par l'Observatoire de l'Economie Sociale. Cette publication entend présenter un état des lieux synthétique de la santé des entreprises de l'économie sociale en 2016, des emplois qu'elles génèrent et du type d'activités qu'elles développent.

L'analyse porte sur les entreprises d'économie sociale qui répondent à la définition de l'économie sociale telle que l'entend ConcertES, soit « *les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants :*

- 1 finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit;
- 2 autonomie de gestion;
- 3 gestion démocratique et participative;
- 4 primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus ».

Cette définition est, à quelques nuances près, la définition de l'économie sociale du Décret du Gouvernement wallon du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et de l'Ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des Entreprises d'Insertion et des Initiatives Locales de Développement de l'Emploi.

Cet état des lieux entend donc rencontrer les objectifs que s'est donné l'Observatoire de l'Economie Sociale :

- ➔ être un outil aux services de tous ceux et celles qui participent aux réflexions, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions concernant l'économie sociale;
- ➔ permettre aux décideurs politiques et aux porteurs de projets d'obtenir les informations qu'ils désirent sur l'économie sociale afin de développer leur argumentaire, leur positionnement et d'appréhender l'économie sociale.

LA MÉTHODOLOGIE

... DES PRINCIPES À UN PÉRIMÈTRE D'OBSERVATION ...

Le périmètre statistique de l'économie sociale utilisé par l'Observatoire dans ses publications regroupe l'ensemble des employeurs, dont le siège social est établi en Belgique, qui ont adopté la forme d'association (asbl, aisbl et association de fait), de société coopérative agréée pour le Conseil National de la Coopération (CNC), de société à finalité sociale (SFS), de fondation ou de mutuelle. Ces différentes formes juridiques intègrent en effet des dispositions qui traduisent les principes de l'économie sociale. **Il s'agit du périmètre statistique prôné par le monde académique mais aussi du périmètre statistique utilisé au niveau européen, ce qui permet des analyses croisées avec les réalités observées dans d'autres pays.**

Les entreprises employeuses qui s'inscrivent dans ce périmètre sont intégrées dans la base de données qui a été constituée par l'Observatoire. Cette base de données est en constante évolution : des entreprises sont ajoutées au gré de leur identification, des corrections sont apportées aux données ...

La publication plus tardive de l'état des lieux en 2018 est le résultat d'un travail important de nettoyage et de correction des données.

L'état des lieux annuel de 2016 présente ainsi les données relatives à l'année 2016 mais également une actualisation des années précédentes.

Les données présentées font état de la situation au 31 décembre de l'année concernée (ou, en ce qui concerne les emplois, du 4^e trimestre de l'année concernée).

Lorsque les données sont présentées en termes de postes de travail, il s'agit de la somme des personnes sous contrat de travail au sein de l'organisation (ne sont donc pas compris, par exemple, les stagiaires, les dirigeants indépendants ou les art. 60, §7).

Lorsque les données sont présentées en termes d'équivalents temps pleins (ETP), il s'agit des ETP calculés par l'ONSS pour déterminer les cotisations sociales patronales dues (pour plus d'informations, voir la définition du 'volume de travail' dans les publications de l'ONSS - <http://www.rsz.fgov.be/fr/statistiques/publications/emploi-salarie>).

LES SOURCES DE DONNÉES...

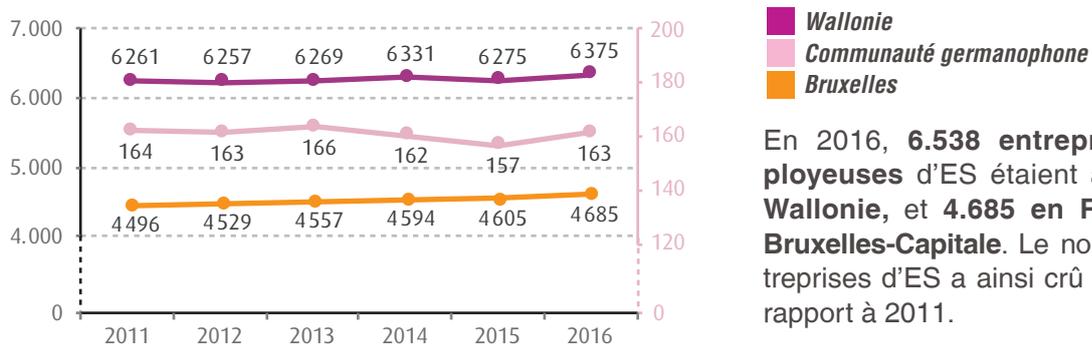
- Office National de la Sécurité Sociale : données relatives à l'emploi et aux travailleur.se.s des entreprises d'économie sociale
- Banque Carrefour des Entreprises : données d'identification des entreprises d'économie sociale
- Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique : données relatives aux comptes annuels déposés par les sociétés commerciales et les asbl tenues d'y déposer leurs comptes
- Diverses administrations régionales et fédérales : La Direction de l'Economie Sociale de la Direction Générale Opérationnelle 6 du Service Public de Wallonie ; la Direction de la Politique de l'Emploi et de l'Economie plurielle du Service Public Régional de Bruxelles ; le SPP Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie Sociale ...
- Les membres de ConcertES : données d'identification d'entreprises d'économie sociale
- La Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, StatBel, Eurostat : données relatives à l'emploi et à la population en Belgique, en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale
- La SOWECSOM : données d'identification de certaines entreprises d'économie sociale

PARTIE 1

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE (ES)



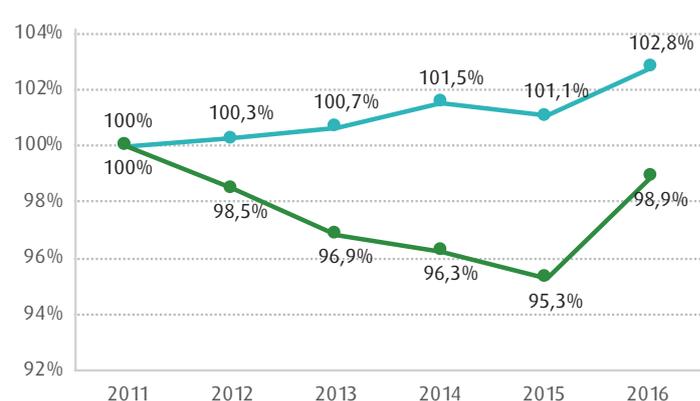
En 2016, **6.538 entreprises employeuses d'ES** étaient actives en Wallonie, et **4.685 en Région de Bruxelles-Capitale**. Le nombre d'entreprises d'ES a ainsi crû de 3% par rapport à 2011.

TAUX DE CROISSANCE DU NOMBRE D'ENTREPRISES D'ES



Les deux régions n'ont toutefois pas connu la même croissance : le nombre d'entreprises d'ES a, au cours de la période observée, davantage augmenté en RBC qu'en Wallonie. Notons cependant qu'en 2016, la croissance s'est accentuée tant en Wallonie qu'en RBC, atteignant son niveau le plus haut depuis 2011 dans les 2 régions.

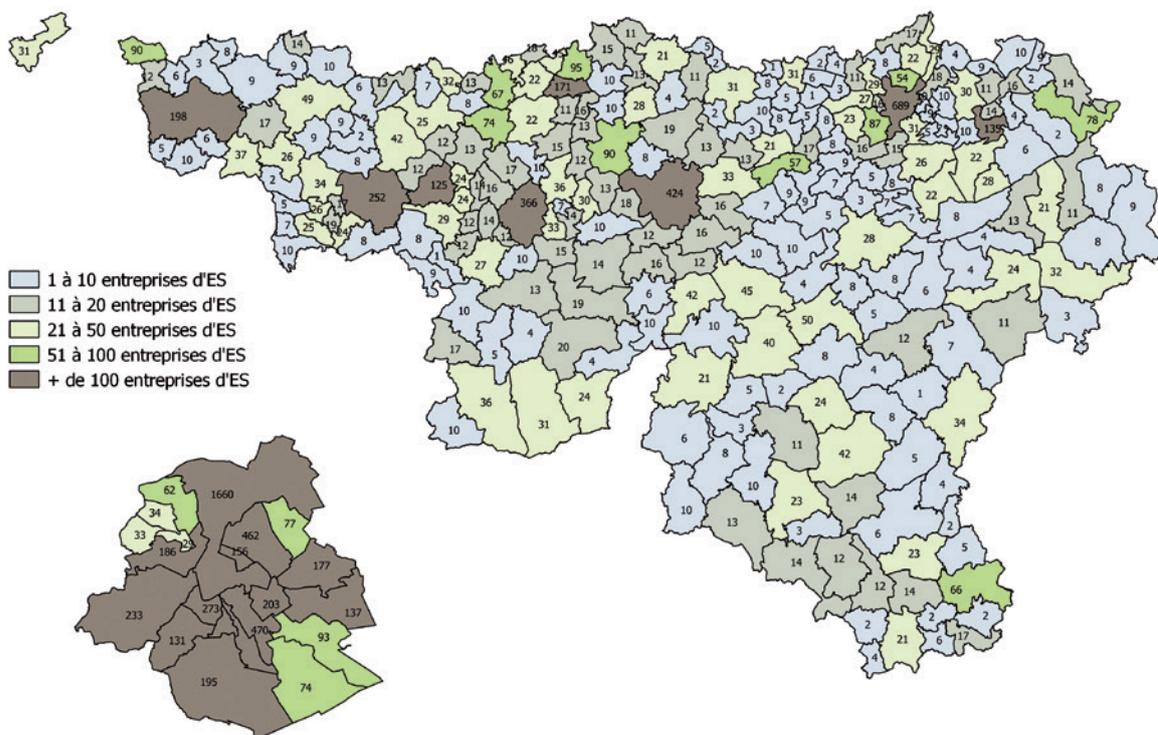
TAUX DE CROISSANCE DU NOMBRE D'ENTREPRISES DANS L'ES ET HORS ES



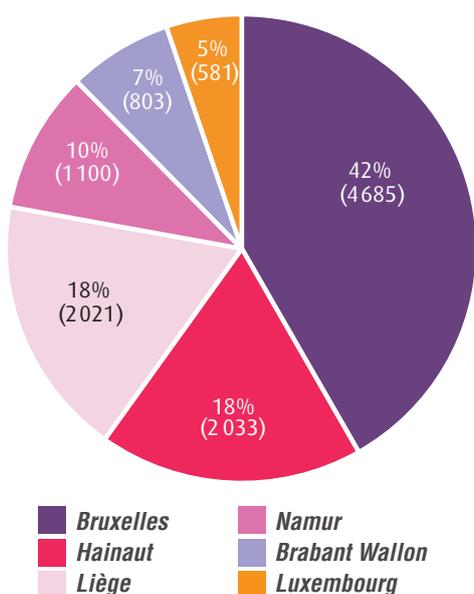
Par rapport à l'économie classique (privé – hors ES et public), l'économie sociale a enregistré des taux de croissance supérieurs sur l'ensemble de la période. Cependant, alors qu'on observait un déclin progressif du nombre d'entreprises dans l'économie classique – hors ES depuis 2011, on constate que la croissance s'est redressée de façon notable en 2016.

LOCALISATION DES ENTREPRISES D'ES

NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES



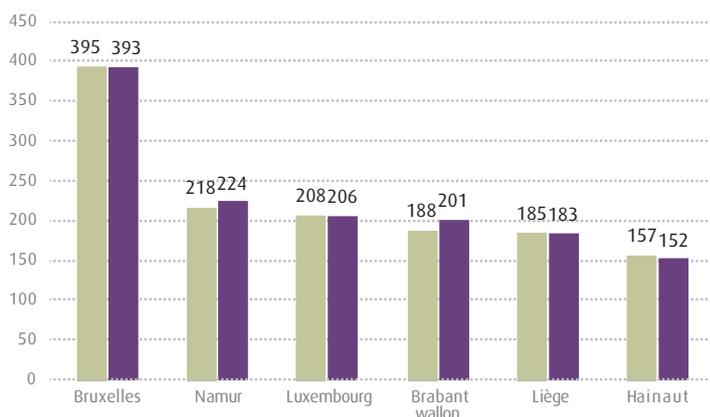
RÉPARTITION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE PAR PROVINCE



En 2016, 42% des entreprises d'économie sociale employeuses sont localisées en RBC et 58% en Wallonie.

Au niveau provincial, ce sont les provinces de Hainaut et de Liège qui rassemblent le plus grand nombre d'entreprises d'ES (respectivement 18% des entreprises d'ES de la région). Viennent ensuite les provinces de Namur (10%), du Brabant Wallon (7%) et de Luxembourg (5%).

Par rapport à 2011, la proportion d'entreprises d'ES a augmenté dans les provinces de Namur et du Brabant Wallon alors qu'elle a décliné dans les autres provinces.



EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES D'ES PAR 100.000 HABITANTS

■ 2011
■ 2016

Néanmoins, en tenant compte des différences de population entre les provinces, on observe une plus grande concentration des entreprises d'ES au sein des provinces de Namur et de Luxembourg (resp. 224 et 206 entreprises d'ES pour 100.000 habitants), suivies des provinces du Brabant Wallon, de Liège et du Hainaut. En 2016 par rapport à 2011, la densité d'entreprises d'ES n'a augmenté que dans les provinces du Brabant Wallon et de Namur.

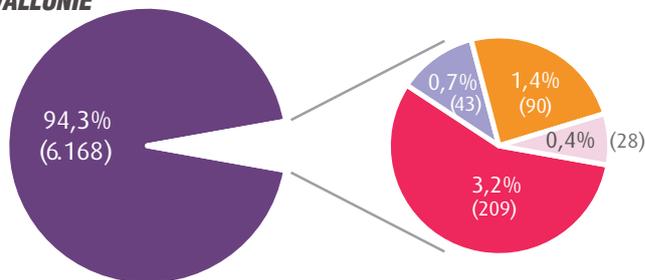
CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES

1 / PROFIL DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

L'économie sociale est constituée de **5 TYPES D'ENTREPRISES** : les associations (asbl, aisbl et association de fait) qui représentent 95% des entreprises, les sociétés à finalité sociale (scrl à fs, sa à fs, sprl à fs, etc.) (2%), les coopératives agréées pour le CNC (y compris celles ayant également adopté la finalité sociale) (1%), les fondations (1%) et les mutuelles (moins de 1%).

RÉPARTITION DES ENTREPRISES D'ES PAR FORME JURIDIQUE

WALLONIE



BRUXELLES



■ Associations
■ SFS
■ Coop CNC
■ Fondations
■ Mutuelles

On remarque quelques différences régionales au niveau de la répartition des entreprises par forme juridique. Ainsi, la Région de Bruxelles-Capitale compte proportionnellement plus de fondations que la Wallonie (2% contre moins d'1%). Tandis qu'en Wallonie, la proportion de sociétés à finalité sociale est plus importante qu'en RBC (3% contre moins d'1%). Ce différentiel peut en partie s'expliquer par une plus grande vitalité du dispositif wallon d'entreprises d'insertion, qui requiert des entreprises l'adoption de la forme SFS.

PARTIE 1 LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES

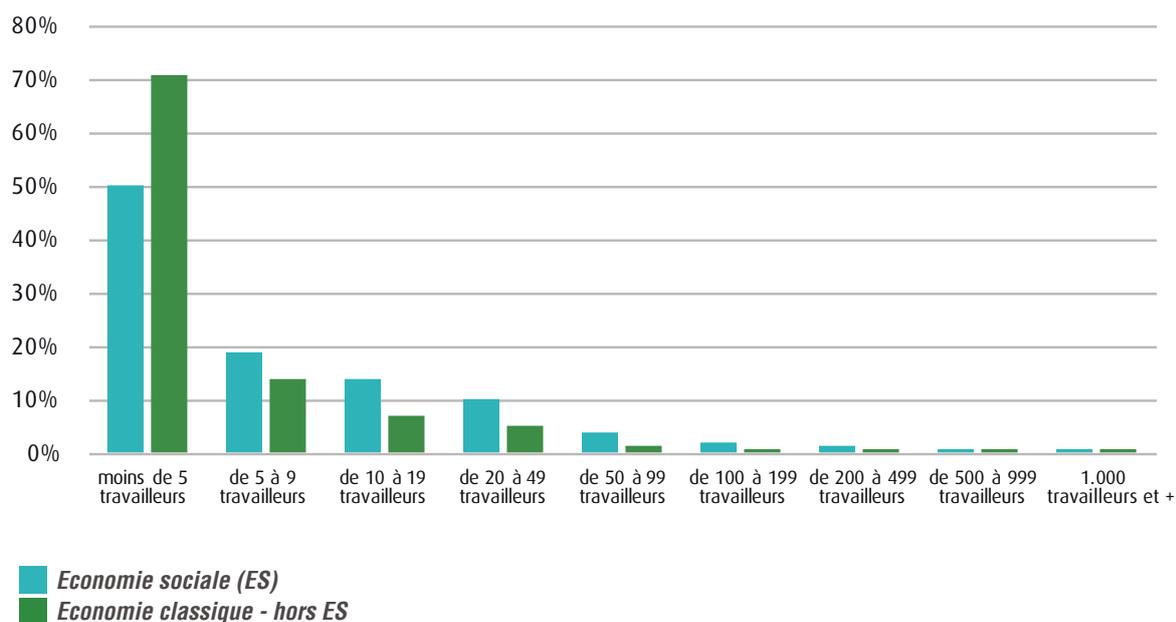
	Wallonie	Bruxelles	Total en 2016
Associations	6 168	4 493	10 661
<i>dont associations de fait</i>	331	98	429
SFS	209	38	247
Fondations	43	98	141
Coop CNC	90	24	114
Mutuelles	28	32	60
Total en 2016	6 538	4 685	11 223

2 / TAILLE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

L'économie sociale regroupe principalement des entreprises employant moins de 50 travailleurs (93,4%). Cette prédominance s'observe également dans l'économie classique - hors ES puisque ces dernières représentent plus de 95% des entreprises. Plus précisément, ce sont les petites entreprises de moins de 5 travailleurs qui dominent dans l'économie sociale, où elles représentent la moitié des entreprises et, plus encore, dans l'économie classique - hors ES, où elles représentent plus de 2/3 des entreprises.

Dans les tranches supérieures, la proportion d'entreprises d'économie sociale est plus importante par rapport aux entreprises classiques - hors ES.

RÉPARTITION DES ENTREPRISES ES ET ECONOMIE CLASSIQUE (HORS ES) PAR TAILLE



3/ RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (CODE NACE)

La répartition des entreprises d'ES présentée dans le tableau ci-dessous a été établie suivant la nomenclature européenne des activités économiques (NACE). Celle-ci a toutefois été adaptée afin de rendre compte de certains secteurs d'activités spécifiques de l'ES et porteurs d'emplois. Ainsi, les activités des entreprises de travail adapté (ETA) et des entreprises d'insertion socio-professionnelle (AFT/OISP-CISP) ont été isolées de la section Q – Santé humaine et action sociale. Nous avons également regroupé dans la catégorie « activités titres-services », les emplois titres-services, qui sinon, seraient dispersés dans d'autres secteurs tels que les « activités de services administratifs et de soutien », la « santé humaine et action sociale », etc. Enfin, les activités relevant de l'enseignement obligatoire (PEns) et des activités hospitalières (QHop) ont été mises en évidence car étant moins associées à l'ES et plus encadrées par les pouvoirs publics (enseignants directement à la charge de la Fédération Wallonie-Bruxelles; hôpitaux fortement influencés par le régime de sécurité sociale obligatoire).

Sections		Wallonie	Bruxelles	Total en 2016
A	Agriculture, Sylviculture et Pêche	100	2	102
C	Industries manufacturières	36	2	38
D	Production et distribution électricité, gaz, vapeur et air conditionné	2		2
E	Prod. et distrib. eau - assainissement, gestion déchets et dépollution	23	1	24
F	Construction	30	7	37
G	Commerce de gros et de détail - réparation d'auto et moto	93	21	114
H	Transports et entreposages	19	9	28
I	Hébergement et restauration	99	47	146
J	Information et communication	60	89	149
K	Activités financières et assurances	17	31	48
L	Activités immobilières	56	36	92
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	211	227	438
N	Activités de services administratifs et de soutien	232	95	327
O	Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	41	52	93
P	Education et enseignement (hors enseignement obligatoire)	404	325	729
Q	Santé humaine et action sociale	1 787	944	2 731
Q- ETA	Entreprises de Travail Adapté ETA	54	12	66
Q AFT/OISP- CISP	Insertion socio-professionnelle AFT/OISP - CISP	139	59	198
R	Arts, spectacles et activités récréatives	1 057	613	1 670
S	Autres activités de services	1 291	1 879	3 170
T	Activités des ménages comme employeurs ou producteurs de biens et services pour usage propre	4	1	5
TS	Activités titres-services	214	22	236
U	Activités des organismes extra-territoriaux	1	8	9
SOUS-TOTAL		5 970	4 482	10 452
PEns	Enseignement obligatoire	532	182	714
QHop	Hôpitaux	36	21	57
TOTAL		6 538	4 685	11 223

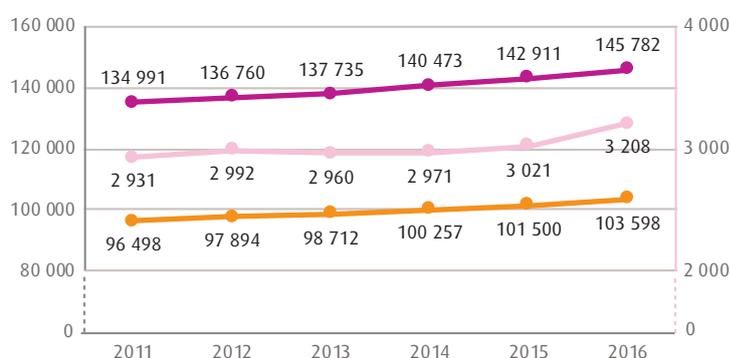
Si l'on retrouve des entreprises d'économie sociale dans de nombreux secteurs d'activités, elles sont principalement actives dans les secteurs des « autres activités de services » (28%), de la « santé humaine et action sociale » (25%) et des « arts, spectacles et activités récréatives » (15%).

On distingue quelques différences sectorielles entre les deux régions. Ainsi, alors que les entreprises d'ES sont, en Wallonie, essentiellement actives dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » (28 % contre 20% en RBC), elles sont majoritairement actives dans le secteur des « autres activités de services » en Région de Bruxelles-Capitale (40% contre 20% en Wallonie).

PARTIE 2

LES EMPLOIS DANS LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL

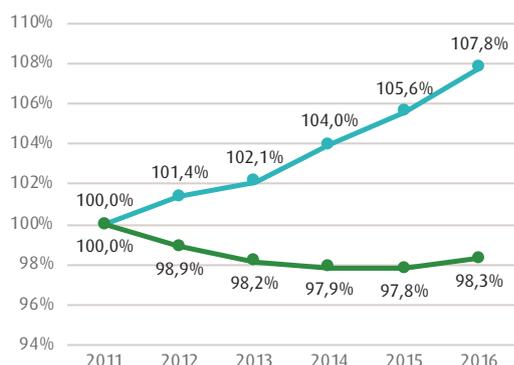


ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS LES ENTREPRISES D'ES

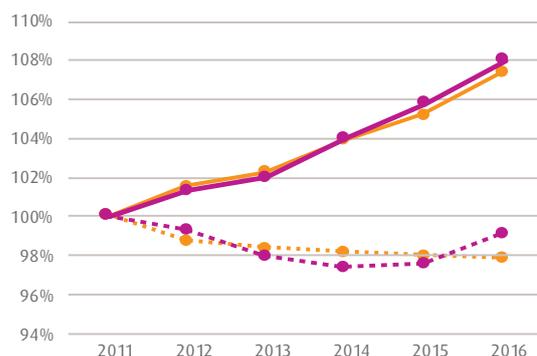
■ Wallonie
■ Communauté germanophone
■ Bruxelles

En 2016, les entreprises d'économie sociale ont généré **148.990 emplois en Wallonie** et **103.598 emplois en Région de Bruxelles-Capitale**. Elles ont ainsi contribué à 12% de l'emploi total en Wallonie et RBC.

TAUX DE CROISSANCE DES EMPLOIS DANS L'ES ET HORS ES



■ Economie sociale (ES)
■ Economie classique - hors ES



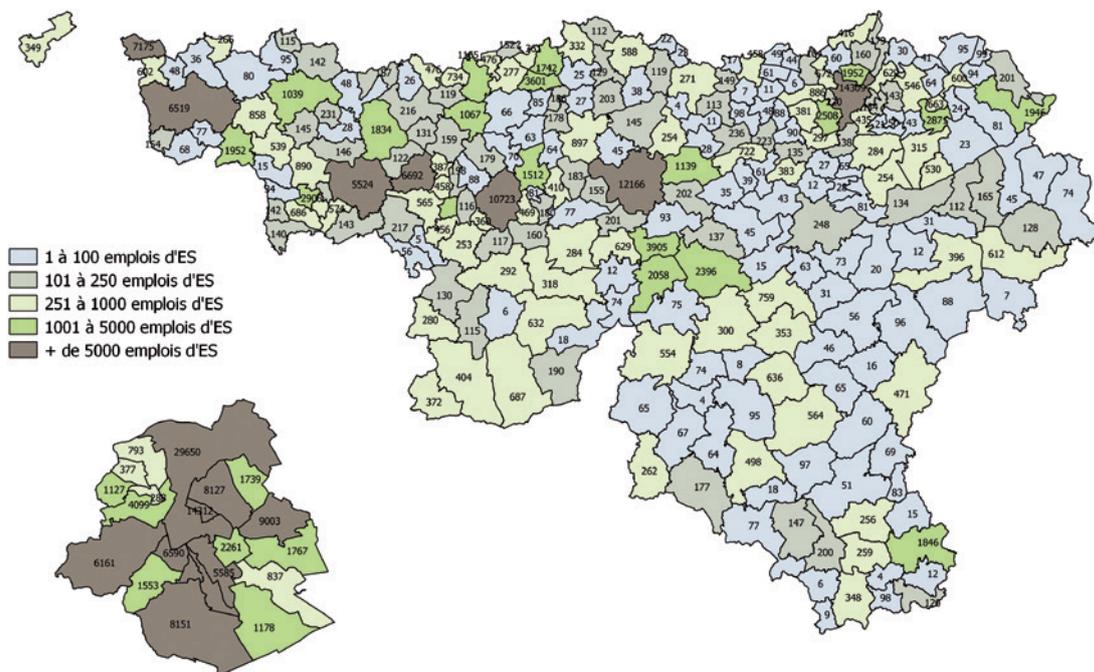
■ ES Wallonie
■ ES Bruxelles
■ Economie classique (hors ES), Wallonie
■ Economie classique (hors ES), Bruxelles

La **CROISSANCE POSITIVE DES EMPLOIS** observée ces dernières années dans l'économie sociale s'est poursuivie en 2016. En effet, le nombre total d'emplois d'ES a crû de 7,8% sur la période 2011-2016. En outre, les taux de croissance affichés par l'économie sociale ont, sur l'ensemble de la période, été supérieurs à ceux enregistrés par l'économie classique-hors ES.

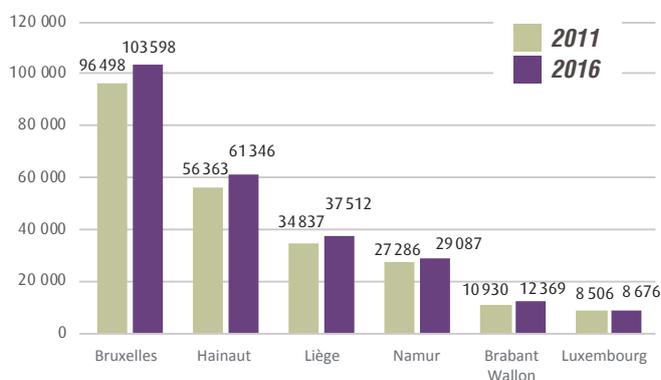
Au niveau régional, les emplois ont évolué de façon relativement similaire en Wallonie et en RBC, tant dans l'économie sociale que dans l'économie classique-hors ES.

LOCALISATION DE L'EMPLOI D'ÉCONOMIE SOCIALE

NOMBRE DE POSTES DE TRAVAIL DANS LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE EMPLOYEUSES DE LA COMMUNE

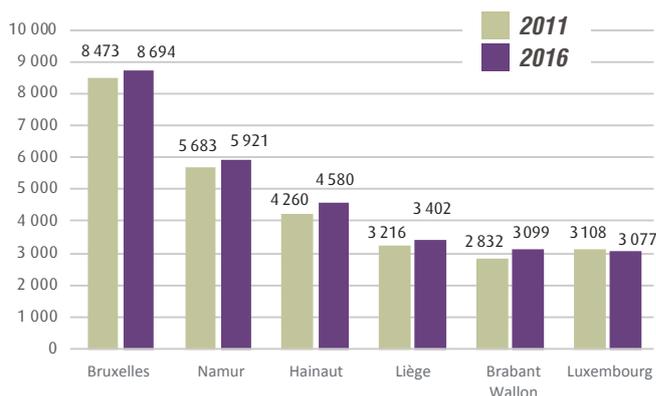


POSTES DE TRAVAIL PAR PROVINCE (EN CHIFFRES ABSOLUS)



Les entreprises d'ES ont procuré 41% d'emplois de l'ES en Région de Bruxelles-Capitale et 59% en Wallonie. Au niveau provincial, on retrouve 24% des emplois wallons d'ES dans la province de Hainaut, 15% dans la province de Liège, 12% dans la province de Namur, 5% dans la province du Brabant Wallon et 3% dans la province de Luxembourg. En 2016, l'emploi a crû dans chaque province par rapport à 2011, particulièrement dans le Brabant Wallon (+13%).

POSTES DE TRAVAIL PAR PROVINCE PAR 100.000 HABITANTS

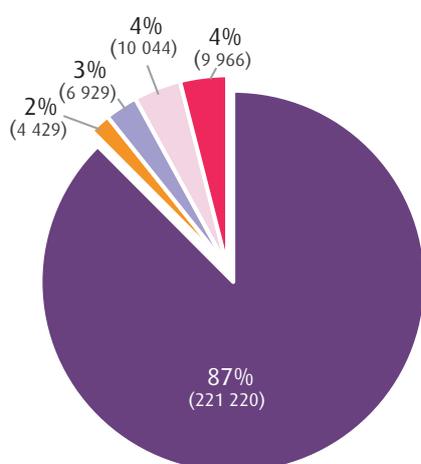


Lorsqu'on considère les différences de taille de population entre les provinces, ce sont les provinces de Namur et de Hainaut qui présentent les densités d'emplois d'ES les plus élevées (resp 5.921 et 4.580 emplois pour 100.000 habitants), suivis par les provinces de Liège, du Brabant Wallon et de Luxembourg. Par rapport à 2011, la densité d'emploi a augmenté dans toutes les provinces à l'exception de la province de Luxembourg.

CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI D'ES

1 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR FORME JURIDIQUE

Ce sont les associations qui procurent, en Wallonie et en RBC, l'essentiel des emplois d'économie sociale. Elles rassemblent en effet près de 90 % des postes de travail. Viennent ensuite les sociétés à finalité sociale et les mutuelles qui génèrent chacune 4% des emplois d'ES. Enfin, les fondations et les coopératives agréées pour le CNC fournissent respectivement 3% et 1% des emplois d'ES.



QUELQUES DIFFÉRENCES RÉGIONALES...

Alors que les sociétés à finalité sociale sont en Wallonie, le second plus grand pourvoyeur d'emplois d'ES (6,1%), après les associations, ce sont les mutuelles qui occupent ce rang en RBC (5,5%). Notons que l'emploi au sein des SFS wallonnes a particulièrement augmenté en 2016 par rapport à 2011 (+18,7%).



		2011		2016	
		Nbre	%	Nbre	%
Wallonie	Associations	122 211	88,6%	131 369	88,2%
	<i>dont associations de fait</i>	1 278	0,9%	931	0,6%
	Coop CNC	2 211	1,6%	2 370	1,6%
	Fondations	1 580	1,1%	1 809	1,2%
	Mutuelles	4 255	3,1%	4 345	2,9%
	SFS	7 665	5,6%	9 097	6,1%
	Total	137 922		148 990	
Bruxelles	Associations	85 008	88,1%	89 851	86,7%
	<i>dont associations de fait</i>	900	0,9%	804	0,8%
	Coop CNC	365	0,4%	2 059	2,0%
	Fondations	4 713	4,9%	5 120	4,9%
	Mutuelles	5 604	5,8%	5 699	5,5%
	SFS	808	0,8%	869	0,8%
	Total	96 498		103 598	

2 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (NACE)

Généralisant plus de la moitié des emplois d'ES (52,8%), le secteur de la « santé humaine et action sociale » est le plus grand secteur employeur d'ES en Wallonie et en RBC. Il comprend de grandes structures hospitalières qui fournissent une part non négligeable de l'emploi (20,5% de l'emploi total) mais également des maisons de repos pour personnes âgées, des crèches et garderies d'enfants, des aides familiales à domicile, etc. Viennent ensuite compléter le top 5 des plus grands employeurs d'ES, les secteurs des « autres activités de service » (8,9%) (associations de jeunesse, etc), de l'« éducation et formation » (enseignement culturel, formation professionnelle, etc) (6,5%), des « activités titres-services » (5,7%) et des « entreprises de travail adapté » (4,6%).

Des disparités sectorielles s'observent entre les deux régions. Ainsi, bien que la majorité des emplois d'ES proviennent, dans les deux régions, du secteur de la « santé humaine et action sociale » (Q+QHop), celui-ci fournit proportionnellement plus d'emplois en Wallonie qu'en RBC (59,4% contre 43,3%). De plus, le secteur des « autres activités de service », second plus grand secteur employeur d'ES en RBC, regroupe trois fois plus d'emplois qu'en Wallonie (15,5% contre 4,3%). Tandis que le secteur des « activités titres-services », deuxième plus grand secteur employeur en Wallonie, procure 2 fois plus d'emplois qu'en RBC (7,2% contre 3,6%).

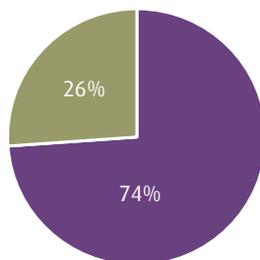
Sections		Wallonie		Bruxelles		Total en 2016	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
A	Agriculture, Sylviculture et Pêche	489	0,3%	11	0,0%	500	0,2%
C	Industries manufacturières	469	0,3%	3	0,0%	472	0,2%
D	Prod. et distr. électricité, gaz, vapeur et air conditionné	8	0,0%		0,0%	8	0,0%
E	Production et distribution eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution	475	0,3%	19	0,0%	494	0,2%
F	Construction	127	0,1%	32	0,0%	159	0,1%
G	Commerce de gros et détail - réparation d'auto et moto	2 068	1,4%	1 800	1,7%	3 868	1,5%
H	Transports et entreposages	136	0,1%	52	0,1%	188	0,1%
I	Hébergement et restauration	699	0,5%	630	0,6%	1 329	0,5%
J	Information et communication	855	0,6%	3 221	3,1%	4 076	1,6%
K	Activités financières et assurances	369	0,2%	835	0,8%	1 204	0,5%
L	Activités immobilières	271	0,2%	333	0,3%	604	0,2%
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 352	1,6%	5 189	5,0%	7 541	3,0%
N	Activités de services administratifs et de soutien	2 497	1,7%	3 881	3,7%	6 378	2,5%
O	Admin. publique et défense - sécurité sociale obligatoire	4 669	3,1%	6 441	6,2%	11 110	4,4%
P	Enseignement et formation (hors enseign. obligatoire)	2 683	1,8%	3 308	3,2%	5 991	2,4%
Q	Santé humaine et action sociale	50 554	33,9%	31 005	29,9%	81 559	32,3%
Q-ETA	Entreprises de Travail Adapté ETA	9 659	6,5%	1 988	1,9%	11 647	4,6%
Q-AFT/OISP-CISP	Insertion socio-professionnelle EFT/AFT - OISP - CISP	2 865	1,9%	1 913	1,8%	4 778	1,9%
R	Arts, spectacles et activités récréatives	6 271	4,2%	5 217	5,0%	11 488	4,5%
S	Autres activités de services	6 479	4,3%	16 061	15,5%	22 540	8,9%
T	Activités des ménages comme employeurs	4	0,0%	1	0,0%	5	0,0%
TS	Activités titres-services	10 738	7,2%	3 761	3,6%	14 499	5,7%
U	Activités des organismes extra-territoriaux	17	0,0%	33	0,0%	50	0,0%
SOUS-TOTAL		104 754		85 734		190 488	
PEns	Enseignement obligatoire	6 224	4,2%	4 111	4,0%	10 335	4,1%
QHop	Hôpitaux	38 012	25,5%	13 753	13,3%	51 765	20,5%
TOTAL		148 990		103 598		252 588	

3 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR GENRE

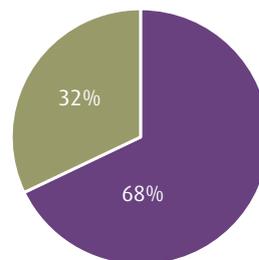
Dans l'économie sociale, plus de 2/3 des postes de travail sont occupés par des femmes. Cette prédominance de l'emploi féminin s'observe dans les deux régions, bien que de façon plus prononcée en Wallonie (74% contre 68% en RBC).

DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

■ Hommes
■ Femmes



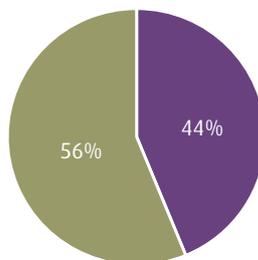
Wallonie



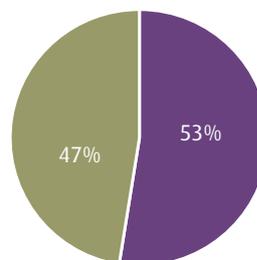
RBC

DANS L'ÉCONOMIE CLASSIQUE (HORS ES)

■ Hommes
■ Femmes



Wallonie

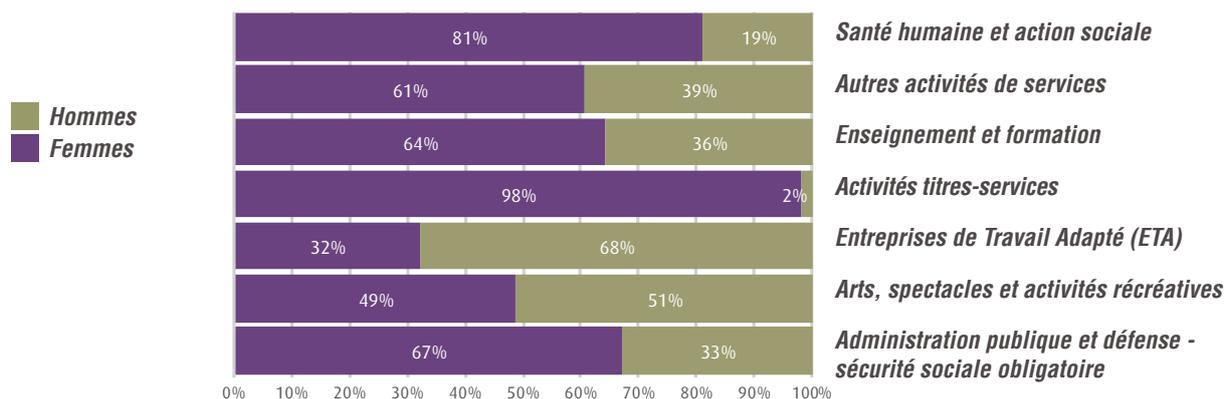


RBC

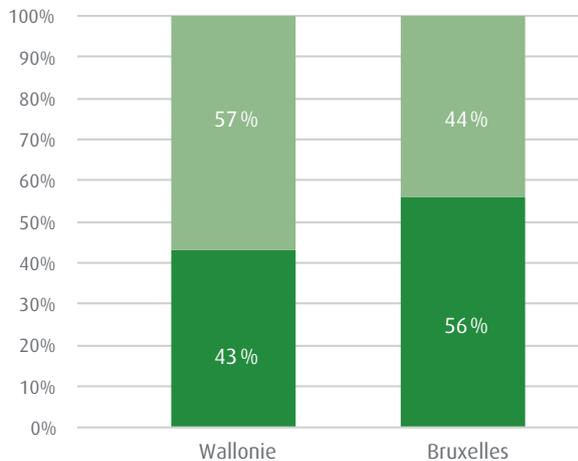
Dans l'économie classique - hors ES, la répartition des emplois entre les hommes et les femmes est en revanche moins contrastée. Au niveau régional toutefois, on remarque que l'emploi masculin est majoritaire en Wallonie (56%) tandis que l'emploi féminin l'est en RBC (53%).

RÉPARTITION DES TRAVAILLEUR.S.E.S DE L'ES SELON LE GENRE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Tous les secteurs d'activité dans lesquels les entreprises d'ES sont actives ne sont cependant pas tous caractérisés par cette prédominance de l'emploi féminin, ni dans la même mesure. Ainsi, les femmes sont largement représentées dans les secteurs de la « santé humaine et action sociale » (81%), des « autres activités de service » (61%), de l'« enseignement et formation » (64%), des « activités titres-services » (98%) et de l'« administration publique - sécurité sociale obligatoire » (67%). Dans le secteur des « arts, spectacles et activités récréatives » par contre, la proportion homme-femme est relativement similaire et dans le secteur des « ETA », ce sont les hommes qui sont majoritaires (68%).



4 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI SELON LE RÉGIME DE TRAVAIL



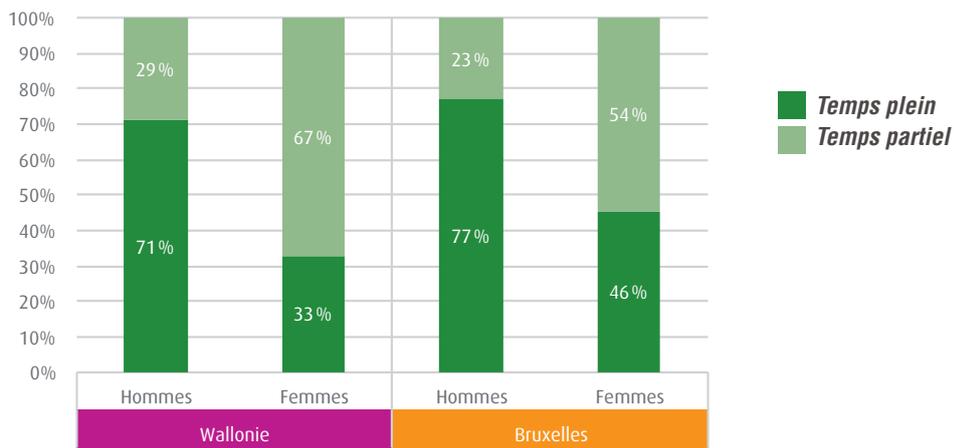
RÉPARTITION PAR RÉGION

En 2016, un.e travailleur.se salarié.e sur deux d'économie sociale travaille à temps partiel (52%). Ce résultat ne reflète cependant pas les disparités existant au niveau régional. En effet, alors qu'en RBC, la majorité des travailleur.se.s travaillent à temps plein (56%), en Wallonie, ce sont les travailleur.se.s à temps partiel qui sont majoritaires (57%).

■ *Temps plein*
■ *Temps partiel*

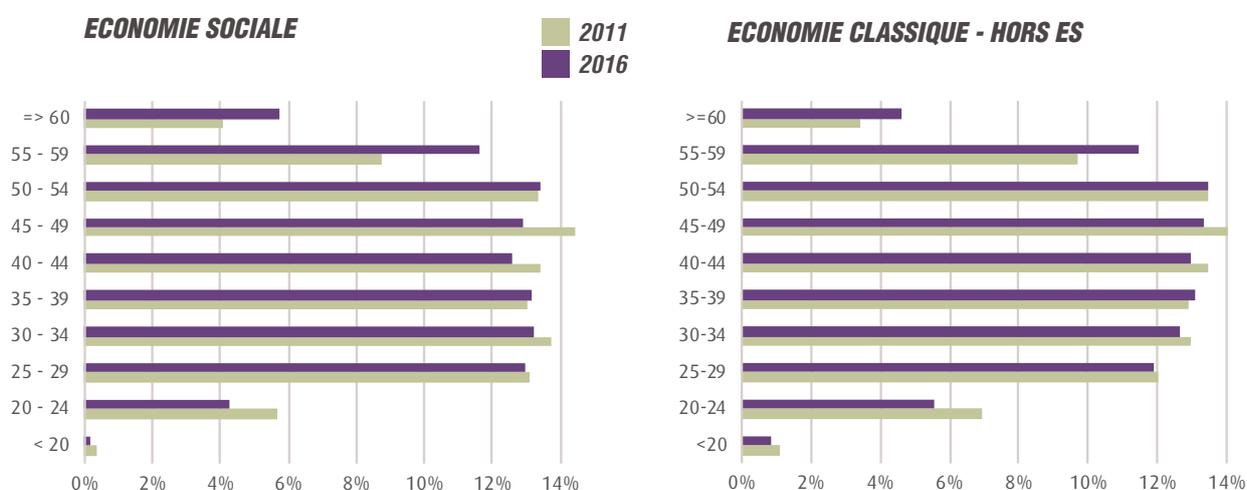
RÉPARTITION SELON LE GENRE ET LE RÉGIME DE TRAVAIL

On constate une différence notable entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les régimes de travail. En effet, la majorité des femmes sont, en Wallonie et en RBC, occupées à temps partiel (resp 67% et 54%) tandis que les hommes sont, dans les deux régions, employés majoritairement à temps plein (71% en Wallonie et 77% en RBC). Cette tendance s'observe également dans l'économie classique- hors ES, où les femmes sont, dans les deux régions, proportionnellement plus nombreuses à travailler à temps partiel que leurs homologues masculins.

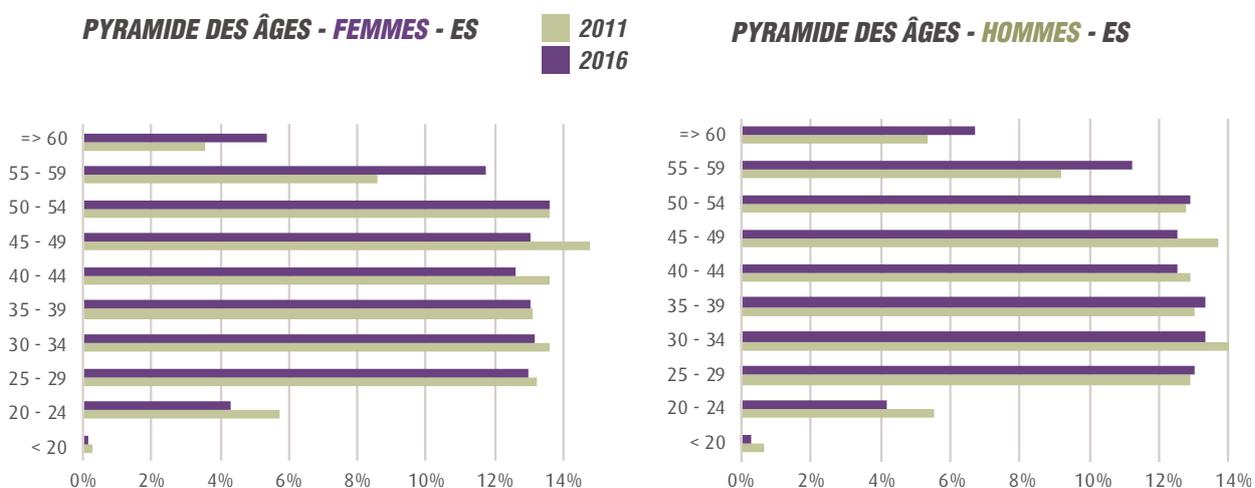


5 / RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR CLASSE D'ÂGE

L'évolution croissante de la part des travailleur.se.s de « 50 ans et plus » observée entre 2011 et 2016, dans l'ES (passant de 26,2% à 30,7%) comme dans l'économie hors ES (passant de 26,6% à 29,5%), révèle **UNE TENDANCE AU VIEILLESSEMENT** des travailleur.se.s. Les jeunes travailleur.se.s de moins de 25 ans, déjà faiblement représentés de part et d'autres en 2011, le deviennent encore davantage en 2016. En effet, alors que ces derniers occupaient, en 2011, 6% des emplois d'ES et 8% des emplois hors ES, ils n'occupaient plus que 4 % des emplois d'ES et 6 % des emplois hors ES en 2016.



Ce phénomène de vieillissement s'opère, **DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE**, chez les hommes comme chez les femmes.



PARTIE 3

FOCUS SUR LES «FAMILLES» DE L'ES

Ce troisième et dernier volet entend dresser un portrait des « familles » de l'économie sociale – associations, fondations, mutuelles, sociétés coopératives agréées pour le CNC et sociétés à finalité sociale – en vue d'identifier leurs spécificités sectorielles et le profil de leurs travailleurs.se.s.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Associations	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2011	2016	2011	2016
Santé humaine et action sociale	2 627	2 751	118 874	130 298
Autres activités de services	3 061	3 089	20 702	21 757
Education et formation	1 249	1 428	14 519	16 157
Arts, spectacles et activités récréatives	1 533	1 644	10 048	10 920
Entreprises de Travail Adapté ETA	64	58	9 638	10 424
Autres	1 841	1 691	33 438	31 664
Total	10 375	10 661	207 219	221 220

Les **ASSOCIATIONS** sont, tant par leur nombre que les emplois qu'elles génèrent, un acteur prépondérant de l'économie sociale. Elles sont actives dans de nombreux secteurs d'activité, dont principalement les secteurs de la « santé humaine et action sociale », des « autres activités de services » et de l'« éducation et formation ». Ces derniers procurent respectivement 59% des emplois des associations, 10% et 7% en 2016.

Sociétés à finalité sociale	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2011	2016	2011	2016
Activités titres-services	125	103	5 044	6 043
Entreprises de Travail Adapté ETA	8	8	1 050	1 223
Activités de services administratifs et de soutien	23	22	423	622
Santé humaine et action sociale	16	11	810	606
Autres	96	103	1 146	1 472
Total	268	247	8 473	9 966

Près de 2/3 des emplois des **SOCIÉTÉS À FINALITÉ SOCIALE** proviennent des « activités titres-services ». Une grande partie de ces emplois titres-services proviennent des entreprises d'insertion, qui recourent au dispositif des titres-services dans le cadre de l'insertion des demandeurs d'emplois. On retrouve en deuxième lieu, les entreprises de travail adapté qui génèrent 12% des emplois des SFS en 2016.

PARTIE 3 FOCUS SUR LES «FAMILLES» DE L'ES

Sociétés coopératives CNC	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2011	2016	2011	2016
Commerce de gros et de détail	14	21	1 458	3 163
Activités financières et assur.	15	13	403	392
Activités titres-services	4	4	210	277
Activités de services administratifs et de soutien	8	11	111	172
Autres	54	65	394	425
Total	95	114	2 576	4 429

Fondations	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2011	2016	2011	2016
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12	15	3 353	3 308
Santé humaine et action sociale	20	25	1 832	2 392
Autres activités de services	54	66	494	566
Arts, spectacles et activités récréatives	24	22	426	464
Autres	12	13	188	199
Total	122	141	6 293	6 929

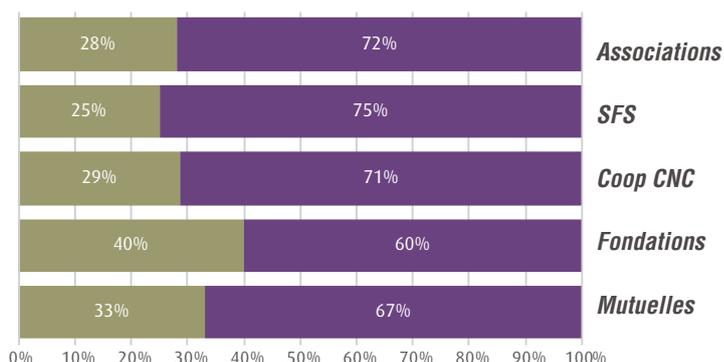
Mutuelles	ENTREPRISES		EMPLOIS	
	2011	2016	2011	2016
Administration publique et défense - sécurité sociale obligatoire	45	42	9 297	9 339
Activités financières et assurances	16	18	562	705
Total	61	60	9 859	10 044

Le secteur du « commerce de gros et de détail » génère l'essentiel des emplois des **SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES CNC**. Il rassemble, en 2016, 71% des emplois, soit davantage qu'en 2011 (57%). Cette croissance est essentiellement due à de nouveaux agréments pour le CNC, témoignant là aussi d'un renouveau pour l'agrément de coopérative CNC. Vient ensuite le secteur des « activités financières et assurances », qui procure en 2016, 9% des emplois des coopératives CNC.

Les emplois dans les **FONDACTIONS** sont principalement générés au sein des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » et de la « santé humaine et action sociale ». La contribution du premier secteur aux emplois des fondations s'est réduite par rapport à 2011 (passant de 53% à 48% en 2016) alors qu'elle s'est accrue dans le second secteur (de 29% à 35% en 2016).

Plus de 90% des emplois au sein des **MUTUELLES** proviennent du secteur de l'« administration publique - sécurité sociale obligatoire ». Les mutuelles sont en effet un intermédiaire important dans le dispositif de sécurité sociale obligatoire.

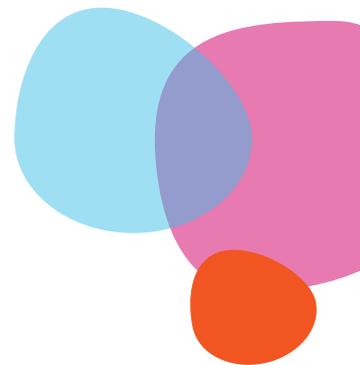
PROFIL DES TRAVAILLEUR.ES.S



Les femmes sont majoritairement représentées dans chaque famille de l'ES. Ce constat s'observe particulièrement dans les sociétés à finalité sociale, les associations et les coopératives CNC, où le taux d'emploi féminin s'élève resp. à 75%, 72% et 71% en 2016.

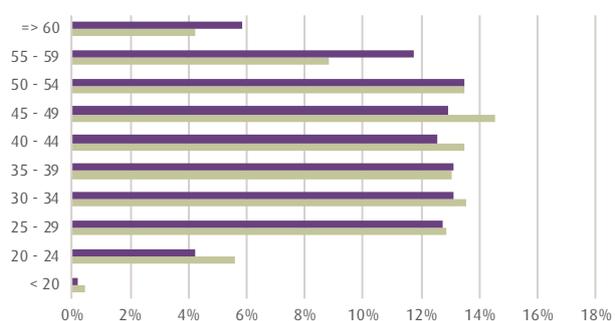
■ Hommes
■ Femmes

PYRAMIDE DES ÂGES

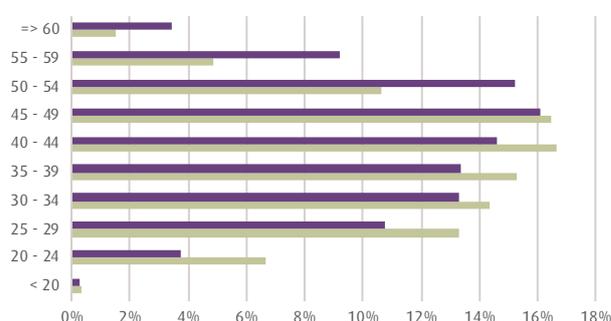


Toutes les familles de l'ES sont, à des degrés divers, impactées par le phénomène de **VIEILLISSEMENT DES TRAVAILLEUR.S.E.S**. Effectivement, on remarque que la proportion des travailleur.se.s de 50 ans et plus a augmenté en 2016, par rapport à 2011, dans chaque famille. On s'aperçoit également que les jeunes travailleur.se.s de moins de 25 ans sont, dans chacune d'elles, sous-représentés. Au-delà de ces similitudes, chaque famille présente une pyramide des âges des travailleur.se.s qui lui est propre.

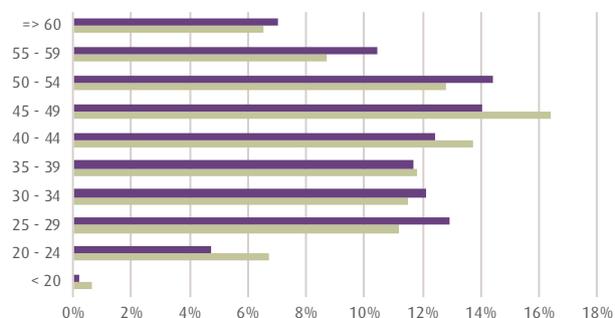
ASSOCIATIONS



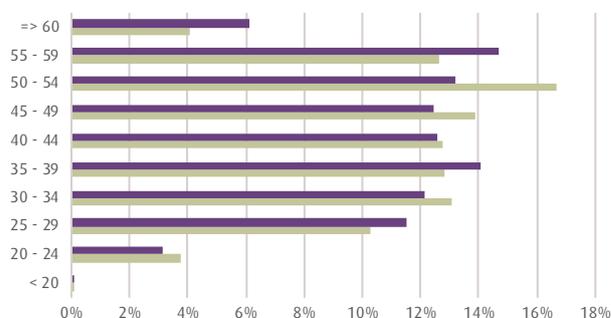
SOCIÉTÉS À FINALITÉ SOCIALE



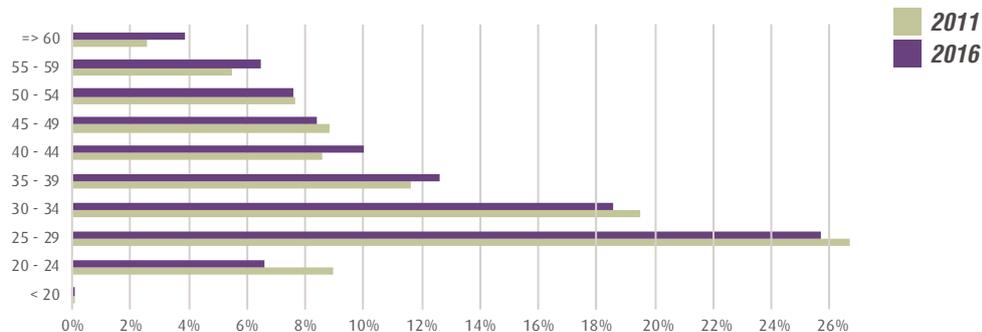
COOPÉRATIVES CNC



MUTUELLES



FONDATIONS



CONCLUSION

Comme constaté dans le présent état des lieux, l'économie sociale génère, d'année en d'année, un nombre toujours plus croissant d'entreprises et d'emplois en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale. Ce sont les associations qui procurent l'essentiel des emplois de l'ES. Toutefois, c'est au sein des SFS que l'on observe, entre 2011 et 2016, la croissance des emplois la plus importante. L'économie sociale est présente sur l'ensemble du territoire wallon et bruxellois et dans une multitude de secteurs d'activités. Cela démontre que l'économie sociale n'est pas un « secteur » mais un ensemble d'organisations prestant diverses activités et poursuivant différentes finalités.

Des différences sont à noter par rapport à l'économie classique hors ES :

- Une pyramide des âges vieillissante : la part des plus de 55 ans a fortement augmenté entre 2011 et 2016 ;
- Une faible présence des jeunes ! Plus encore que dans l'économie classique hors ES, les jeunes de moins de 25 ans sont peu présents dans les entreprises d'économie sociale ;
- La part importante de moyennes et grandes entreprises, jusque 2 fois plus nombreuses dans l'ES qu'au sein de l'économie classique - hors ES.

Gageons que certaines de ces différences témoignent du point commun entre toutes les entreprises d'économie sociale : des valeurs et une manière de mener l'activité qui place l'humain au centre.

DÉJÀ PARUS :

- CAHIER 0 L'Economie Sociale se dévoile - Décembre 2011
- CAHIER 1 Les Services à la personne / Service de proximité - Août 2009
- CAHIER 2 Entreprises d'insertion françaises et EI wallonnes - Mai 2010
- CAHIER 3 Promouvoir l'emploi des personnes handicapées - Janvier 2011
- CAHIER 4 Les travailleurs participent-ils à la gestion des entreprises? - Mars 2012
- CAHIER 5 Economie Sociale et Solidaire : Quels emplois et quels besoins de formation? - Juin 2012
- CAHIER 6 Comment les entreprises d'ES et solidaire répartissent-elles leurs bénéficiaires ? - Octobre 2012
- CAHIER 7 Enjeux et perspectives de l'ESS pour les services de proximité - Décembre 2012
- CAHIER 8 Etat des lieux de l'économie sociale en 2011 - Décembre 2012
- CAHIER 9 Etat des lieux de l'économie sociale en 2012 - Décembre 2013
- CAHIER 10 La 6^e réforme institutionnelle et son impact pour l'ES en Wallonie et à Bruxelles - Mars 2014
- CAHIER 11 Etat des lieux de l'économie sociale en 2013 - Janvier 2015
- CAHIER 12 Etat des lieux de l'économie sociale en 2014 - Mars 2016
- CAHIER 13 Etat des lieux de l'économie sociale en 2015 - Mars 2017

